

## Au Journal officiel du 5 au 12 mai 2017

### Au Journal officiel du 5 au 12 mai 2017

15/05/2017

#### Au Journal officiel du 5 au 12 mai 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 5 mai 2017 :

- Ordonnance n° 2017-734 du 4 mai 2017 portant **modification des dispositions relatives aux organismes mutualistes**. – *Modification du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale ;*
- Ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant **diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés**. – *Modification du Code de commerce ;*
- Ordonnance n° 2017-748 du 4 mai 2017 relative à **l'agent des sûretés**. – *Modification du Code civil. – Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2017 (cf. art. 4) ;*
- Ordonnance n° 2017-762 du 4 mai 2017 modifiant la **partie législative du Code du cinéma et de l'image animée**. – *Modification du Code du cinéma et de l'image animée. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2018 (cf. art. 43) ;*
- Décret n° 2017-724 du 3 mai 2017 intégrant la **planification maritime et le plan d'action pour le milieu marin dans le document stratégique de façade**. – *Modification du Code de l'environnement ;*
- Décret n° 2017-725 du 3 mai 2017 relatif aux **principes et modalités de calcul des émissions de gaz à effet de serre des projets publics**. – *Modification du Code de l'environnement ;*
- Décret n° 2017-727 du 3 mai 2017 abrogeant les **dispositions réglementaires relatives au régime des sociétés mères prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts**. – *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2017-733 du 4 mai 2017 relatif à **l'approbation des règles relatives à un marché réglementé, un système multilatéral de négociation ou un système organisé de négociation**. – *Modification du Code monétaire et financier et du décret n° 2015-1454 du 10 novembre 2015. – Ce texte entre en vigueur le 3 janvier 2018 (cf. art. 6) ;*
- Décret n° 2017-735 du 3 mai 2017 relatif à la **mise en œuvre de la liquidation unique des**

---

**pensions de retraite de base des pensionnés affiliés au régime général de sécurité sociale, au régime des salariés agricoles et au régime social des indépendants.** – *Modification du Code de la sécurité sociale.* – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 4 et décret n° 2017-737 du 3 mai 2017, article 4) ;*

- Décret n° 2017-736 du 3 mai 2017 relatif aux **règles d'identification, d'affiliation et de rattachement des bénéficiaires des prestations de sécurité sociale et portant modifications de diverses dispositions relatives à l'assurance maladie.** – *Modification du Code de la sécurité sociale, du décret n° 2014-1163 du 9 octobre 2014 et du décret n° 2017-322 du 13 mars 2017.* – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 14) ;*
- Décret n° 2017-737 du 3 mai 2017 relatif à la **mise en œuvre de la liquidation unique des pensions de retraite de base des pensionnés affiliés au régime général de sécurité sociale, au régime des salariés agricoles et au régime social des indépendants.** – *Modification du Code de la sécurité sociale.* – *Ce texte fixe la date d'entrée en vigueur prévue au II de l'article 43 de la loi no 2014-40 du 20 janvier 2014 au 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 4) et contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2017-738 du 4 mai 2017 relatif aux **photographies à usage commercial de mannequins dont l'apparence corporelle a été modifiée.** – *Modification du Code de la santé publique.* – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-739 du 4 mai 2017 portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active ;**
- Décret n° 2017-740 du 4 mai 2017 portant **revalorisation du montant forfaitaire de la prime d'activité ;**
- Décret n° 2017-750 du 3 mai 2017 relatif à la **mise en œuvre de techniques de renseignement par l'administration pénitentiaire pris pour l'application de l'article 727-1 du Code de procédure pénale.** – *Modification du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-751 du 3 mai 2017 relatif à la **contribution destinée à compenser les coûts de mise en place du système dématérialisé de déclaration et de contrôle des détachements de travailleurs.** – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-752 du 3 mai 2017 relatif à la **publicité des accords collectifs.** – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-760 du 3 mai 2017 pris pour **application de l'article 20 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et portant diverses dispositions relatives aux modalités d'instruction des demandes de décision favorable pour le financement de logements sociaux.** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

- Décret n° 2017-761 du 4 mai 2017 relatif à **l'agrément et au classement des communes pour l'application du quatrième alinéa du IV de l'article 199 novovicies du Code général des impôts et à l'actualisation pour l'année 2017 des plafonds de loyer et de ressources des locataires prévus pour l'application du III du même article.** – *Modification du Code général des impôts* ;
- Arrêté du 2 mai 2017 relatif aux **plafonds de couverture de l'assurance de responsabilité civile automobile.** – *Modification du Code des assurances.* – *Abrogation de l'arrêté du 22 novembre 2011* ;
- Arrêté du 4 mai 2017 relatif au **certificat médical permettant l'exercice de l'activité de mannequin.**

#### Au JO du 6 mai 2017 :

- Décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à **l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.** – *Modification du Code de l'éducation.* – *Ce texte entre en vigueur à la rentrée scolaire 2017 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2017-769 du 4 mai 2017 relatif aux **commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires.** – *Modification du Code général des impôts et du Livre des procédures fiscales.* – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017 (cf. art. 5)* ;
- Décret n° 2017-770 du 4 mai 2017 portant **obligation pour les notaires d'effectuer par voie électronique leurs dépôts de documents auprès des services chargés de la publicité foncière.** – *Modification du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955.* – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018* ;
- Décret n° 2017-771 du 4 mai 2017 modifiant le **Code de procédure pénale (troisième partie : Décrets).** – *Modification du Code de procédure pénale* ;
- Décret n° 2017-772 du 4 mai 2017 relatif à **l'organisation de l'échange de données dématérialisées relatives à la formation professionnelle entre les organismes financeurs de la formation professionnelle, les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle et le compte personnel de formation.** – *Modification du Code du travail et du décret n° 2015-1224 du 2 octobre 2015.* – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-109 du 13 avril 2017* ;
- Décret n° 2017-773 du 4 mai 2017 relatif à **l'instance de dialogue social mise en place dans les réseaux d'exploitants d'au moins trois cents salariés en France liés par un contrat de franchise** ;
- Décret n° 2017-774 du 4 mai 2017 relatif à la **responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique.** – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2017-777 du 5 mai 2017 relatif à **l'établissement public Grand Paris**

---

**Aménagement.** – *Modification du Code de l'urbanisme et du décret n° 2015-980 du 31 juillet 2015 ;*

- Arrêté du 4 mai 2017 fixant la **durée minimale de suspension de la pension d'invalidité prévue à l'article R. 341-21 du Code de la sécurité sociale ;**
- Arrêté du 4 mai 2017 portant **agrément de la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage et de ses textes associés.**

**Au JO du 7 mai 2017 :**

- Décret n° 2017-780 du 5 mai 2017 relatif aux **plans de prévention des risques technologiques.** – *Modification du Code de l'environnement ;*
- Décret n° 2017-781 du 5 mai 2017 **modifiant le décret n° 2013-611 du 10 juillet 2013 relatif à la réglementation applicable aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages et à leurs installations connexes sur le plateau continental et dans la zone économique et la zone de protection écologique ainsi qu'au tracé des câbles et pipelines sous-marins.** – *Modification du décret n° 2013-611 du 10 juillet 2013. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 19) ;*
- Décret n° 2017-782 du 5 mai 2017 **renforçant les sanctions pour non-respect de l'usage des certificats qualité de l'air et des mesures d'urgence arrêtées en cas d'épisode de pollution atmosphérique.** – *Modification du Code de l'environnement et du Code de la route. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 7) ;*
- Décret n° 2017-794 du 5 mai 2017 relatif à la **constitution, au fonctionnement et au contrôle des sociétés pluri-professionnelles d'exercice de professions libérales juridiques, judiciaires et d'expertise comptable prévues au titre IV bis de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 ;**
- Décret n° 2017-795 du 5 mai 2017 pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 et fixant la majorité requise pour la transformation d'une société civile professionnelle en une société pluri professionnelle d'exercice ou pour la participation d'une société civile professionnelle à la constitution d'une telle société. – *Modification du Code de commerce, du Code de la propriété intellectuelle et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2017-796 du 5 mai 2017 relatif à l'**exercice de la profession d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire par une société pluri-professionnelle d'exercice.** – *Modification du Code de commerce et de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 ;*
- Décret n° 2017-797 du 5 mai 2017 relatif à l'**exercice de la profession de conseil en propriété industrielle par une société pluri-professionnelle d'exercice.** – *Modification du Code de la propriété intellectuelle et de l'ordonnance n° n° 2016-394 du 31 mars 2016 ;*
- Décret n° 2017-798 du 5 mai 2017 relatif à l'**exercice de la profession d'avocat au Conseil**

**d'État et à la Cour de cassation par une société pluriprofessionnelle d'exercice.** – *Modification du décret n° 2016-881 du 29 juin 2016 et de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 ;*

- Décret n° 2017-799 du 5 mai 2017 relatif à **l'exercice de la profession d'expert-comptable par une société pluri-professionnelle d'exercice.** – *Modification du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 et de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 ;*
- Décret n° 2017-800 du 5 mai 2017 relatif à **l'exercice des professions d'huissier de justice, de notaire et de commissaire-priseur judiciaire par une société pluri-professionnelle d'exercice.** – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-801 du 5 mai 2017 relatif à **l'exercice de la profession d'avocat par une société pluri-professionnelle d'exercice.** – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-802 du 5 mai 2017 relatif aux **prises de position formelles de l'administration sur l'éligibilité d'éléments de rémunération au crédit d'impôt « modernisation du recouvrement » ;**
- Décret n° 2017-810 du 5 mai 2017 relatif à la **prise en charge et à l'indemnisation des victimes du valproate de sodium et de ses dérivés.** – *Modification du Code de la santé publique. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017 (cf. art. 3, I) ;*
- Décret n° 2017-811 du 5 mai 2017 relatif aux **modalités de calcul du revenu de solidarité active et de la prime d'activité pour les travailleurs non salariés.** – *Modification du Code de l'action sociale et des familles et du Code de la sécurité sociale. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2017-812 du 5 mai 2017 **révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la sécurité sociale.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-816 du 5 mai 2017 relatif à la **médiation sanitaire et à l'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé.** – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-817 du 5 mai 2017 relatif aux **conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile.** – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant **diverses dispositions relatives à l'aide juridique.** – *Modification du Code de l'organisation judiciaire et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-823 du 5 mai 2017 relatif aux **recours exercés devant la cour d'appel de Paris contre les décisions de l'Autorité de la concurrence et aux recours exercés devant le premier président de la cour d'appel de Paris contre certaines décisions du rapporteur général de l'Autorité de la concurrence.** – *Modification du Code de commerce ;*

- Décret n° 2017-824 du 5 mai 2017 **tirant les conséquences de la suppression des juridictions de proximité et des juges de proximité et relatif à la mise à disposition de costumes d'audience pour les magistrats exerçant à titre temporaire et certains personnels des services judiciaires.** – *Modification du Code de l'organisation judiciaire et du décret n° 98-814 du 11 septembre 1998. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2017-825 du 5 mai 2017 relatif au **renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales.** – *Modification du Code du travail, du Code des transports et du décret n° 2016-1748 du 15 décembre 2016. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 11) ;*
- Décret n° 2017-831 du 5 mai 2017 relatif à **l'organisation et aux aides de l'Agence nationale de l'habitat.** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Décret n° 2017-832 du 5 mai 2017 relatif à **l'application de l'article L. 111-5-1-2 du Code de la construction et de l'habitation.** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Décret n° 2017-834 du 5 mai 2017 portant **diverses dispositions modifiant le Code de la construction et de l'habitation en matière de demande et d'attribution de logement social.** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 26) ;*
- Décret n° 2017-835 du 5 mai 2017 relatif aux **dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux et pris pour l'application de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation et du Code de l'urbanisme ;*
- Décret n° 2017-839 du 5 mai 2017 relatif aux **conventions portant sur un immeuble ou un logement conclues par l'Agence nationale de l'habitat en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation et aux plafonds de loyer et de ressources des locataires pour l'application de la déduction spécifique prévue au o du 1° du I de l'article 31 du Code général des impôts.** – *Modification du Code de la construction et du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2017-840 du 5 mai 2017 **fixant les valeurs des ratios permettant de déterminer la liste des agglomérations et des établissements publics de coopération intercommunale et la liste des communes mentionnés, respectivement aux premier et troisième alinéas du II de l'article L. 302-5 du Code de la construction ainsi que de définir les agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants en application du III du même article ;**
- Arrêté du 28 avril 2017 relatif à la **mise en service à la direction générale des finances publiques et à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale d'une procédure**

**automatisée de transfert des données fiscales.** – Voir également CNIL, délibération n° 2015-348 du 6 octobre 2015 ;

- Arrêté du 4 mai 2017 relatif à **l'obligation de déclaration de dépôt des demandes de brevet d'invention concernant certains biens et matériels** ;
- Arrêté du 4 mai 2017 relatif à la **déclaration auprès des services de l'inspection du travail pour les établissements dans lesquels le nombre de travailleurs souhaitant prendre habituellement leur repas sur les lieux de travail est inférieur à vingt-cinq.** – Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 3).

**Au JO du 10 mai 2017 :**

- Décret n° 2017-858 du 9 mai 2017 relatif aux **modalités de décompte et de déclaration des effectifs, au recouvrement et au calcul des cotisations et des contributions sociales.** – Modification du Code de la sécurité sociale, du Code général des collectivités territoriales, du Code de la construction et de l'habitation, du Code du travail et du décret n° 97-127 du 12 février 1997. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 12) ;
- Décret n° 2017-859 du 9 mai 2017 relatif aux **conditions d'exercice du droit de communication mentionné au cinquième alinéa de l'article L. 114-19 du Code de la sécurité sociale.** – Modification du Code de la sécurité sociale. – Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 2). – Voir également CNIL, délibération n° 2017-053 du 9 mars 2017 ;
- Décret n° 2017-861 du 9 mai 2017 relatif à la **qualification artisanale et au répertoire des métiers.** – Modification du Code de l'artisanat et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 40, I) ;
- Décret n° 2017-862 du 9 mai 2017 relatif aux **tarifs réglementés de postulation des avocats en matière de saisie immobilière, de partage, de licitation et de sûretés judiciaires.** – Modification du Code de commerce. – Abrogation de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 7) ;
- Décret n° 2017-864 du 9 mai 2017 relatif au **recouvrement des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants non agricoles.** – Modification du Code de la sécurité sociale et du Code du travail ;
- Décret n° 2017-865 du 9 mai 2017 relatif au **relèvement de sanctions prononcées par l'Autorité des marchés financiers.** – Modification du Code monétaire et financier ;
- Décret n° 2017-866 du 9 mai 2017 relatif aux **modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du Code général des impôts.** – Modification du Code général des impôts, du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2013-266 du 28 mars 2013 ;
- Décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au **répertoire numérique des représentants d'intérêts.** – Voir également CNIL, délibération n° 2017-113 du 13 avril 2017 ;

- 
- Décret n° 2017-868 du 9 mai 2017 relatif aux **conditions de modification des contrats d'assurance de groupe sur la vie ou de capitalisation**. – *Modification du Code des assurances* ;
  - Décret n° 2017-875 du 9 mai 2017 relatif à **l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques**. – *Modification du Code des postes et des communications électroniques*. – *Ce texte fixe l'entrée en vigueur des I, II et III de l'article 105 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 (cf. art. 6)*. – *Voir également ARCEP, avis n° 2017-0399 du 28 mars 2017* ;
  - Décret n° 2017-876 du 9 mai 2017 relatif à **l'organisation du recouvrement des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants non agricoles**. – *Modification du Code de la sécurité sociale*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 3)* ;
  - Décret n° 2017-877 du 6 mai 2017 relatif à la **définition du travail social**. – *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;
  - Décret n° 2017-881 du 9 mai 2017 relatif aux **modalités de mise en œuvre du droit des assurés à l'information sur leur retraite**. – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
  - Décret n° 2017-884 du 9 mai 2017 modifiant **certaines dispositions réglementaires relatives aux recherches impliquant la personne humaine**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
  - Décret n° 2017-887 du 9 mai 2017 relatif à **l'organisation financière de certains régimes de sécurité sociale**. – *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code de l'aviation civile, du Code rural et de la pêche maritime et de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018* ;
  - Décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 relatif à **l'action de groupe et à l'action en reconnaissance de droits prévues aux titres V et VI de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle**. – *Modification du Code de procédure civile, du Code de justice administrative, du Code de l'environnement et du Code de la santé publique* ;
  - Décret n° 2017-889 du 6 mai 2017 relatif au **transfert aux officiers de l'état civil de l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité**. – *Modification de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2017* ;
  - Décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à **l'état civil**. – *Modification du Code de procédure civile, du Code de l'action sociale et des familles, du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'organisation judiciaire, du Code des pensions civiles et militaires de retraite et de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> novembre 2017 (cf. art. 60)* ;



- Décret n° 2017-891 du 6 mai 2017 relatif aux **exceptions d'incompétence et à l'appel en matière civile**. – *Modification du Code de procédure civile, du Code de commerce, du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du Code des procédures civiles d'exécution et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 53, I à III) ;*
- Décret n° 2017-892 du 6 mai 2017 portant **diverses mesures de modernisation et de simplification de la procédure civile**. – *Modification du Code de procédure civile, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code de l'organisation judiciaire, du Code du travail, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers, de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> septembre 2017 (cf. art. 70, IV) ;*
- Décret n° 2017-893 du 6 mai 2017 relatif aux **conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce**. – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-895 du 6 mai 2017 relatif aux **notaires, aux commissaires-priseurs judiciaires et aux huissiers de justice**. – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-896 du 9 mai 2017 relatif aux **procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers pris pour l'application de l'article 58 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle**. – *Modification du Code de la consommation. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 18) ;*
- Décret n° 2017-897 du 9 mai 2017 relatif au **service d'accueil unique du justiciable et aux personnes autorisées à accéder au traitement de données à caractère personnel « Cassiopée »**. – *Modification du Code de l'organisation judiciaire, du Code du travail, du Code de procédure pénale et de plusieurs textes non codifiés. – Voir également CNIL, délibération n° 2017-099 du 13 avril 2017 ;*
- Décret n° 2017-898 du 9 mai 2017 relatif au **collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire et au statut et à la formation des candidats à l'intégration directe dans le corps judiciaire**. – *Modification du décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 ;*
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au **repérage de l'amiante avant certaines opérations**. – *Modification du Code du travail. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-908 du 6 mai 2017 portant **diverses dispositions relatives au régime juridique des associations, des fondations, des fonds de dotation et des organismes faisant appel public à la générosité**. – *Modification du Code de procédure civile, du Code de l'éducation, du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-909 du 9 mai 2017 relatif au **contrôle de la circulation des armes et des matériels de guerre**. – *Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code de la défense, du Code de procédure pénale, du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 37) ;*

- Décret n° 2017-910 du 9 mai 2017 relatif aux **conditions de recueil et de conservation des empreintes digitales des demandeurs de carte nationale d'identité**. – *Modification du décret n° 55-1397 du 22 octobre 1955 et du décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016*. – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-058 du 16 mars 2017* ;
- Décret n° 2017-911 du 9 mai 2017 portant **dématérialisation de la procédure de demande de duplicata du certificat d'immatriculation**. – *Modification du Code de la route et du Code des relations entre le public et l'administration* ;
- Décret n° 2017-917 du 9 mai 2017 relatif aux **demandes de logement locatif social et autorisant le traitement de données à caractère personnel dénommé « Numéro unique »**. – **Modification du Code de la construction et de l'habitation**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-132 du 27 avril 2017* ;
- Décret n° 2017-918 du 9 mai 2017 relatif aux **obligations d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants à usage tertiaire**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Décret n° 2017-919 du 9 mai 2017 **modifiant les articles R. 131-28-7 et R. 131-28-9 du Code de la construction et de l'habitation**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2017-922 du 9 mai 2017 **modifiant le chapitre III du titre V du livre III du Code de la construction et de l'habitation relatif au régime juridique des logements locatifs conventionnés et le titre IV du livre IV du même code relatif aux rapports des organismes d'habitations à loyer modéré et des bénéficiaires**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation et du décret n° 2012-12 du 4 janvier 2012* ;
- Décret n° 2017-923 du 9 mai 2017 relatif au **document d'information en vue de l'audience délivré aux locataires assignés aux fins de constat ou de prononcé de la résiliation du contrat de bail**. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juin 2017 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2017-924 du 6 mai 2017 relatif à la **gestion des droits d'auteur et des droits voisins par un organisme de gestion de droits et modifiant le Code de la propriété intellectuelle**. – *Modification du Code de la propriété intellectuelle, du Code de l'organisation judiciaire et de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2017-927 du 9 mai 2017 fixant les **conditions de détermination du salaire minimum des journalistes professionnels auteurs d'images fixes rémunérés à la pige**. – *Modification du Code de la propriété intellectuelle*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 2)* ;
- Arrêté du 9 mai 2017 fixant le **salaire minimum des journalistes professionnels auteurs d'images fixes rémunérés à la pige**. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 3)* ;

- Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 18 août 2010 relatif à la **protection et au contrôle des matières nucléaires en cours de transport**. – *Modification de l'arrêté du 18 août 2010* ;
- Arrêté du 3 mai 2017 relatif à **l'utilisation des aéronefs ultralégers non motorisés**. – *Modification de l'arrêté du 24 juillet 1991. – Abrogation de l'arrêté du 7 octobre 1985* ;
- Arrêté du 25 avril 2017 portant **création à la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de gestion du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu dénommé R-Taux** ;
- Arrêté du 27 avril 2017 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers** ;
- Arrêté du 9 mai 2017 approuvant le **cahier technique de la norme d'échange applicable à la déclaration dite « PASRAU »** ;
- Arrêté du 9 mai 2017 relatif aux **modalités déclaratives du prélèvement à la source**. – *Modification du Code général des impôts. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018* ;
- Arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la **formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire**. – *Modification de l'arrêté du 31 décembre 1990*.

#### Au JO du 11 mai 2017 :

- Ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 **tendant à favoriser le développement des émissions obligataires**. – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code général des collectivités territoriales, du décret-loi du 30 octobre 1935. – Abrogation de la loi du 11 juillet 1934* ;
- Décret n° 2017-932 du 10 mai 2017 portant **diverses mesures de simplification pour les entreprises**. – *Modification du Code de l'urbanisme, du Code monétaire et financier, du Code du travail, du décret n° 97-456 du 5 mai 1997 et du décret n° 2015-706 du 22 juin 2015. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 6)* ;
- Décret n° 2017-933 du 10 mai 2017 portant **diverses mesures de simplification et de modernisation relatives aux collectivités territoriales**. – *Modification du Code du patrimoine, du Code de la santé publique, du Code des transports, du Code de l'urbanisme et du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006. – ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 6)* ;
- Décret n° 2017-935 du 10 mai 2017 portant **publication de la convention d'Athènes de 2002 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages (ensemble une annexe), adoptée à Londres le 1er novembre 2002** ;

- 
- Décret n° 2017-942 du 10 mai 2017 **relatif au permis d'armement**. – *Modification du Code des transports, du Code de l'environnement, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la sécurité sociale, du Code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance et de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte entre en vigueur au plus tard le 1er janvier 2018 (cf. art. 18)* ;
  - Décret n° 2017-944 du 10 mai 2017 **relatif à l'activité privée de protection des navires**. – *Modification du Code des transports* ;
  - Décret n° 2017-946 du 10 mai 2017 **relatif à l'étiquetage des produits désodorisants à combustion sur les informations de sécurité pour l'utilisateur**. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 3)* ;
  - Décret n° 2017-948 du 10 mai 2017 **relatif aux modalités de mise à disposition des consommateurs des données de consommation d'électricité et de gaz**. – *Modification du Code de l'énergie*. – *ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2017 (cf. art. 4)* ;
  - Décret n° 2017-949 du 10 mai 2017 **fixant les objectifs nationaux de réduction des émissions de certains polluants atmosphériques en application de l'article L. 222-9 du Code de l'environnement**. – *Modification du Code de l'environnement* ;
  - Décret n° 2017-971 du 9 mai 2017 **relatif à la mise en place du timbre dématérialisé pour l'obtention et la délivrance des permis de conduire les bateaux de plaisance à moteur pour la navigation intérieure et la navigation maritime de plaisance**. – *Modification du Code général des impôts* ;
  - Décret n° 2017-973 du 9 mai 2017 **relatif à l'intermédiaire inscrit**. – *Modification du Code monétaire et financier* ;
  - Décret n° 2017-974 du 10 mai 2017 **relatif à la francisation des navires et aux hypothèques maritimes**. – *Modification et abrogation de plusieurs textes non codifiés* ;
  - Décret n° 2017-975 du 10 mai 2017 **portant application de l'article 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 et modification des modes de paiement des impôts sur rôle**. – *Modification du Code général des impôts*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art 3)* ;
  - Décret n° 2017-976 du 10 mai 2017 **relatif aux modalités d'accès par les consommateurs aux données de consommation d'électricité ou de gaz naturel et à la mise à disposition de ces données par les fournisseurs**. – *Modification du Code de la consommation* ;
  - Décret n° 2017-994 du 10 mai 2017 **précisant les modalités de prise en charge des frais de santé des victimes d'actes de terrorisme**. – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
  - Décret n° 2017-998 du 10 mai 2017 **relatif à la conversion en pension de vieillesse de la pension d'invalidité des assurés en recherche d'emploi à l'âge légal de départ à la**

**retraite.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

- Décret n° 2017-999 du 10 mai 2017 relatif aux **droits à retraite des personnes handicapées.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-1002 du 10 mai 2017 relatif aux **conditions de rémunération de l'examen nécessaire à l'établissement du certificat de décès au domicile du patient.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

Et Arrêté du 10 mai 2017 relatif au **forfait afférent à l'examen nécessaire à l'établissement du certificat de décès réalisé au domicile du patient ;**

- Décret n° 2017-1004 du 10 mai 2017 relatif aux **modalités de mise en œuvre du droit des assurés à l'information sur leur retraite.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-1008 du 10 mai 2017 portant **diverses dispositions procédurales relatives aux juridictions du travail.** – *Modification du Code du travail et du Code de procédure civile ;*
- Décret n° 2017-1011 du 10 mai 2017 **modifiant le décret n° 2015-1274 du 13 octobre 2015 portant statut d'emploi de directeur fonctionnel des services de greffe judiciaires.** – *Modification du décret n° 2015-1274 du 13 octobre 2015. – Ce texte entre en vigueur le 1er juin 2017 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2017-1015 du 10 mai 2017 **relatif aux costumes et insignes des magistrats de l'ordre judiciaire.** – **Modification du Code de l'organisation judiciaire ;**
- Décret n° 2017-1016 du 10 mai 2017 **modifiant l'article D. 47-2 du Code de procédure pénale relatif aux juridictions spécialisées en matière économique et financière.** – *Modification du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-1018 du 10 mai 2017 relatif aux **commissions d'exécution et d'application des peines et aux conférences régionales sur les aménagements de peine et les alternatives à l'incarcération.** – *Modification du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-1020 du 10 mai 2017 relatif à la **prise en charge financière des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale.** – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-1023 du 10 mai 2017 relatif aux **conditions d'accès à l'allocation de professionnalisation et de solidarité et à l'allocation de fin de droits.** – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-1035 du 10 mai 2017 relatif au **titre emploi-service agricole.** – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2017-1037 du 10 mai 2017 relatif aux **organismes de foncier solidaire.** – *Modification du Code de l'urbanisme ;*

- Décret n° 2017-1038 du 10 mai 2017 relatif au **bail réel solidaire**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017 relatif à la **procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles**. – *Modification du Code de l'urbanisme, du Code de l'environnement*. – *Ce texte fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 au 1er août 2017* ;
- Décret n° 2017-1040 du 10 mai 2017 relatif à **l'établissement public Paris La Défense**. – *Modification du Code de l'urbanisme*. – *Abrogation du décret n° 2010-743 du 2 juillet 2010*. – *Ce texte entre en vigueur à la date de création de l'établissement public Paris La Défense prévue l'article 2 de l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017* ;
- Décret n° 2017-1044 du 10 mai 2017 portant **expérimentation en matière de construction**. – *Modification du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2017-1057 du 9 mai 2017 relatif à **l'information des représentants légaux du mineur participant à la constitution ou à l'administration d'une association** ;
- Décret n° 2017-1058 du 10 mai 2017 **modifiant le compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité**. – *Modification du Code du travail et du décret n° 2016-1999 du 30 décembre 2016* ;
- Décret du 9 mai 2017 relatif aux **possibilités de cumuler des aides à l'investissement pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés, avec les subventions versées au titre de certaines actions du programme d'investissements d'avenir** ;
- Arrêté du 10 mai 2017 fixant en application de l'article 146 de la loi de finances pour 2016 la **liste des maladies professionnelles provoquées par l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité** ;
- Arrêté du 10 mai 2017 fixant le **document relatif à l'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé** ;
- Arrêté du 5 mai 2017 portant **autorisation de traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Fichiers des objectifs judiciaires »**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2016-321 du 13 octobre 2016*.

## La Rédaction Législation